

Corrigé Douanes annales 2023 – Géographie économique et humaine
Jérôme CALAUZENES

La situation alimentaire mondiale

Introduction

La guerre en Ukraine semble avoir rendu la situation alimentaire mondiale plus difficile, d'autant plus qu'elle intervient après la crise du coronavirus qui a fragilisé un grand nombre de personnes dans le monde du point de vue de leur nutrition.

On entend par situation alimentaire l'ensemble des données relatives à l'accès à l'alimentation des hommes dans le monde. Il s'agit de s'interroger sur les quantités disponibles mais aussi sur la qualité de l'alimentation, d'étudier qui produit de la nourriture et qui en consomme le plus. On se focalisera aussi sur le marché des produits alimentaires, particulièrement complexe et dont les prix peuvent varier très rapidement, en vertu de la loi de King. La question de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire seront également posées. Le sujet nous invite à nous interroger sur la sécurité alimentaire mondiale, c'est-à-dire sur l'ensemble de la planète mais il faudra étudier les différences de situation qui varient en fonction des espaces, à différentes échelles.

La situation alimentaire mondiale semble, quoi qu'il en soit, paradoxale. D'une part, il faut constater que la Terre a les moyens de nourrir l'ensemble de la population de la planète et même jusqu'à 9 milliards d'habitants, ce qui sera vraisemblablement le cas en 2050. Pourtant, d'autre part, l'OMS estime qu'entre 700 et 830 millions de personnes ont souffert de la faim en 2022. Ainsi, si la situation alimentaire mondiale ne permet pas à l'ensemble de la population de satisfaire ses besoins alimentaires est-ce à cause de crises conjoncturelles qui ont menacé ponctuellement la sécurité alimentaire de la planète ou est-ce plutôt lié à des problèmes structurels, en lien avec les échanges ou d'autres facteurs ?

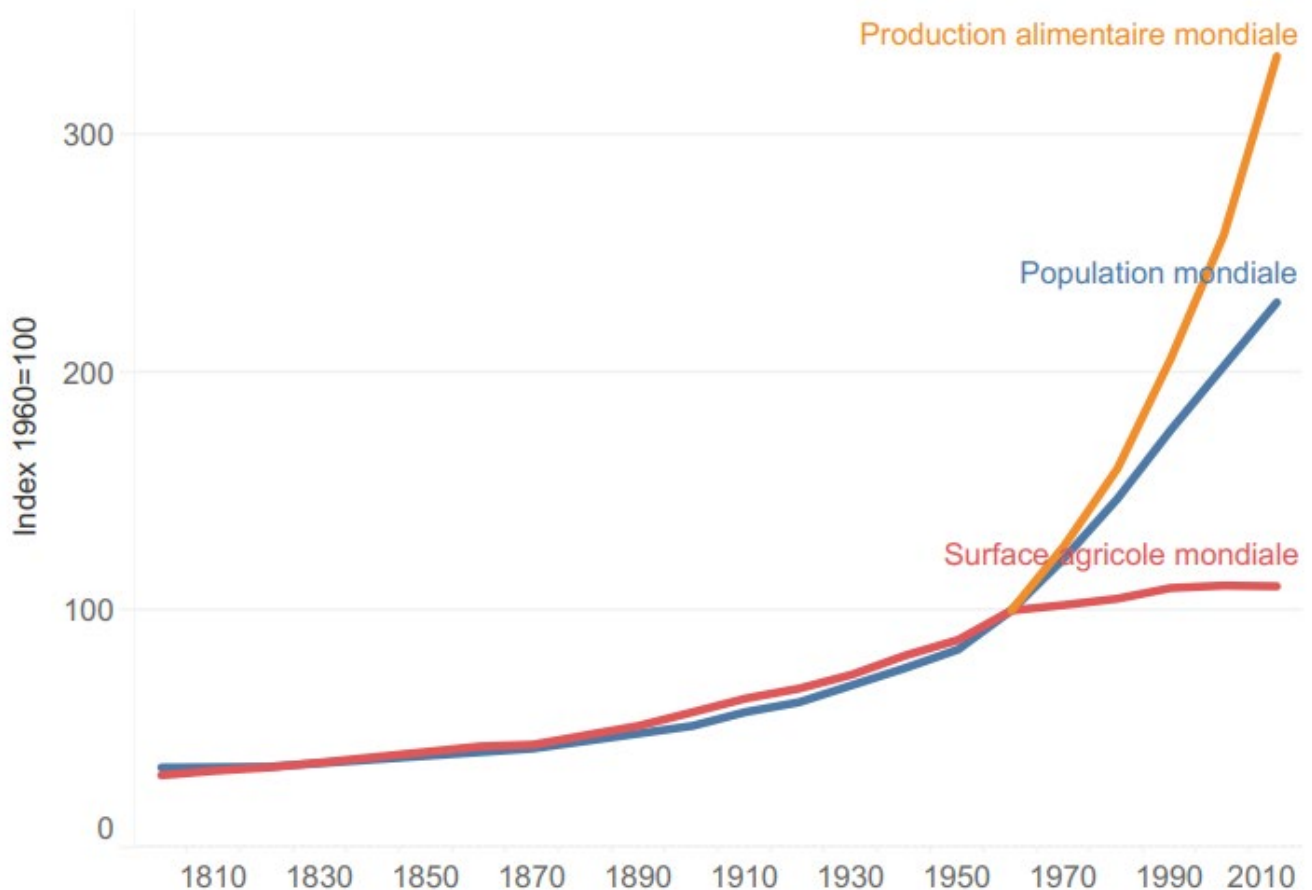
I. Une situation alimentaire mondiale qui permet de nourrir l'ensemble de la planète et même plus.

A. Les progrès de l'agriculture mondiale, et surtout occidentale, ont permis d'améliorer la situation alimentaire mondiale.

La production agricole aujourd'hui : des volumes croissants et suffisants.

La production agricole n'a cessé d'augmenter depuis l'ère des chasseurs-cueilleurs. Depuis le XX^e siècle, les agriculteurs et les pêcheurs ont continuellement augmenté leur production, à un rythme supérieur à celui de la croissance de la population et des revenus. Les activités agricoles (et halieutiques) se sont d'abord étendues géographiquement. Puis, vers le milieu du XX^e siècle, l'accroissement de la production alimentaire s'est peu à peu émancipé de l'agrandissement des superficies agricoles : entre 1960 et aujourd'hui, la population mondiale a plus que doublé, la production alimentaire a plus que triplé et les surfaces agricoles ont crû de moins de 15 %.

Population, surface agricole et production alimentaire mondiale



Source OCDE <https://www.oecd.org/fr/agriculture/comprendre-le-systeme-alimentaire-mondial/comment-nourrir-on-le-monde-aujourd'hui/>

Des transformations importantes depuis 1945.

Les agricultures occidentales ont considérablement accru leurs rendements à deux périodes. Lors de la première révolution agricole, à la fin du XVIII^e siècle, d'abord en Angleterre, les nobles ont mis en place le système des enclosures : ils ont clôturé les terres communes pour les cultiver en utilisant du bétail. Cela a permis de supprimer la jachère (période pendant laquelle les paysans laissaient traditionnellement la terre se régénérer pendant un an) qui occupait environ un tiers de la superficie, grâce à l'utilisation d'engrais naturels issus des animaux. Ces derniers ont aussi apporté la force de traction et aussi des protéines dans le régime alimentaire. En conséquence, les rendements ont augmenté et c'est aussi ce qui a permis de dégager de la main d'œuvre et des capitaux, favorisant la première révolution industrielle.

Mais c'est surtout après 1945 que les progrès agricoles ont été les plus importants, en Europe et en Amérique du Nord. La mécanisation se développe (utilisation des tracteurs et des moissonneuses-batteuses), ainsi que les techniques d'irrigation et l'utilisation d'intrants, c'est-à-dire d'engrais chimiques et de pesticides (produits phytosanitaires). De la même façon, la recherche agronomique (création de l'INRA, institut national de la recherche agronomique, en France en 1945) a permis la sélection des semences et l'hybridation des animaux afin d'utiliser uniquement les espèces les plus productives.

Dans les pays en développement, de gros progrès ont également été faits via la révolution verte. Cette politique vise à transformer, à accroître et à promouvoir l'agriculture dans les pays en développement. Elle repose sur trois facteurs principaux : l'utilisation de semences variées à haut rendement, comme le blé, le riz et le maïs ; l'utilisation de produits

phytosanitaire et d'engrais minéraux pour redynamiser la productivité agricole ; le perfectionnement des systèmes d'irrigation.

En Inde, la révolution verte a commencé à prendre de l'ampleur à la fin des années 1970, en partie grâce à l'Etat indien et à la fondation Ford. Dès 1959, cette dernière appuie financièrement l'Inde grâce à une politique d'aide à la productivité dans certaines régions en envoyant de l'engrais, des crédits et des infrastructures commerciales. De plus la fondation Rockefeller et Norman Borlaug ont entamé des recherches visant à augmenter les rendements. Ils ont pour cela croisé différentes variétés de blés qui provenaient des Etats-Unis et des variétés locales. Parallèlement, l'Etat crée en 1963 la corporation nationale des semences qui doit promouvoir et distribuer des variétés hybrides. Il distribue aussi des subventions pour favoriser l'industrie productrice d'engrais et pour maintenir le prix de ceux-ci bas. A partir de 1970, le gouvernement indien met également en place un prix de prélèvement ce qui lui permet de constituer des stocks destinés à être redistribués à bas prix soit aux populations soit aux zones déficitaires. Il nationalise enfin les principales banques de dépôt pour faciliter l'accès au crédit.

Cette révolution verte fut incontestablement une réussite en Inde qui est parvenue à l'autosuffisance alimentaire dans les années 2000. Cela a permis l'arrêt des importations de nourriture et la croissance des stocks régulateurs.

B. D'autres facteurs d'amélioration : commerce alimentaire et gouvernance mondiale.

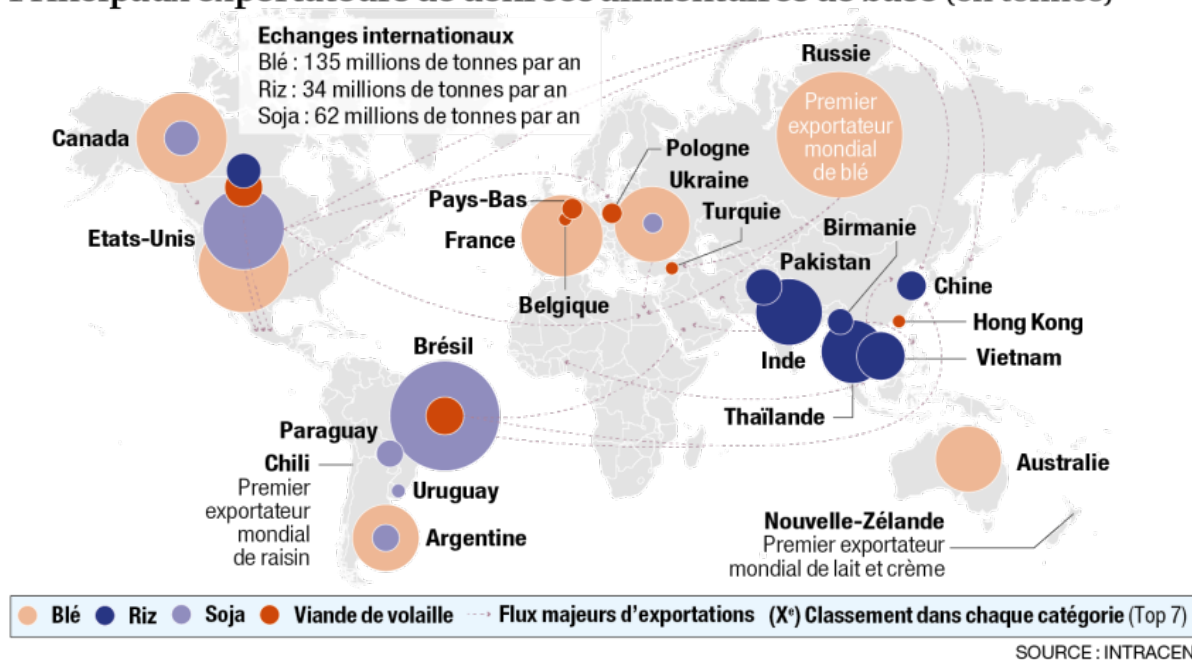
Les échanges de produits agricoles, halieutiques, aquacoles et alimentaires n'ont jamais cessé de croître.

Actuellement, un petit nombre de pays s'arrogent une grande partie des exportations de certains produits agricoles de base, leur production jouissant d'un net avantage comparatif. Par exemple, cinq pays représentent plus des deux tiers des exportations mondiales de blé et de viande bovine. En ce qui concerne le soja, la proportion dépasse 90 %. Même dans les cas où la part des cinq principaux exportateurs est plus modeste, il est fréquent qu'un seul pays occupe une place prépondérante : le Brésil représente 45 % des exportations mondiales de sucre, le Canada 54 % de celles d'oléagineux et la Thaïlande 56 % de celles de racines et tubercules. Et il en va de même de plusieurs produits laitiers.

Les importations agricoles sont dans l'ensemble moins concentrées que les exportations, car les échanges s'opèrent entre un petit groupe d'exportateurs et un grand nombre d'importateurs. Le soja et les autres oléagineux, les racines et tubercules, et les autres céréales secondaires constituent toutefois des exceptions notables, la demande de la Chine étant en l'occurrence prépondérante.

Encadré données clés : les principaux exportateurs de denrées alimentaires de base en 2022

Principaux exportateurs de denrées alimentaires de base (en tonnes)



Source : <https://www.lopinion.fr/economie/la-souverainete-alimentaire-un-enjeu-brulant>

La gouvernance mondiale tend aussi à améliorer la situation alimentaire mondiale via certaines organisations qui interviennent en cas de crise comme la FAO ou le PAM (programme alimentaire mondial).

C. Une amélioration globale de la situation alimentaire mondiale au 20^{es}

Des famines anciennes. Les famines ont jalonné l'histoire et sont essentiellement dues alors à de mauvaises récoltes ou à des guerres. On peut prendre l'exemple de la famine qui a sévi au Bengale en 1943 où 2 à 4 millions de Bengalais sont morts de faim en 1943.

Mais les famines sont de plus en plus rares. « Le temps de lire ces mots, quatre personnes, essentiellement des enfants, seront mortes de faim dans le monde ». Tel était le message accrocheur qui barrait la couverture du livre de Paul Ehrlich, *La bombe P*, paru en 1968 et vendu à plus de 2 millions d'exemplaires. Rejoignant les thèses de Malthus, il pensait que la croissance démographique devenait suicidaire. Il reprenait alors à son compte la prédiction, au final non avérée, de William et Paul Paddock dans leur livre de 1967, *Famine 1975* !. Selon eux, des centaines de millions d'êtres humains allaient mourir de faim dans les années 1970-1980. Pourtant, il n'en a rien été.

Force est cependant de constater que les famines ont presque disparu, en tout cas elles se font de plus en plus rares. Cela est dû, à partir des années 1950, à une véritable révolution des techniques agricoles dans les pays du Nord puis, à partir des années 1960, dans les pays du Sud (révolution verte). C'est ce qui a permis à de nombreux pays, comme l'Inde, de devenir autosuffisants, alors qu'elle était confrontée au défi d'une population nombreuse. Nehru avait ainsi affirmé, au lendemain de l'indépendance, en 1947 : « tout peut attendre, sauf l'agriculture ».

La baisse du nombre de famines dans le monde résulte aussi des progrès en matière de transport mais aussi en matière de secours. C'est notamment le rôle du PAM qui développe une certaine expertise et qui intervient rapidement en cas d'apparition de signes avant-coureurs.

II. Plusieurs facteurs expliquent que la situation alimentaire mondiale reste pourtant difficile.

A. La persistance de la malnutrition.

La malnutrition est un problème d'abord quantitatif récurrent. Le nombre de mal nourris avait cependant eu tendance à baisser ces dernières années. Alors que la population mondiale a crû d'environ 1,9 milliards entre 1990 et 2015, le nombre d'affamés est passé de 1,011 milliard en 1990-1992 à 795 millions en 2014-2016, soit alors 11% de la population mondiale. Cela représentait 216 millions de personnes de moins, soit une baisse de 21%. Cette tendance à la baisse était liée en particulier à la réduction de la sous-alimentation dans les deux principales puissances démographiques mondiales, la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde. Si la Chine et l'Inde totalisaient à elles deux 499 millions de personnes sous-alimentées en 1990-1992, soit 49 % du total mondial, elles n'en regroupent plus que 328 millions en 2014-2016, avec 41 % du total mondial. Cela signifie par conséquent que 79 % de la réduction de la faim dans le monde est imputable à la baisse de la sous-alimentation dans ces deux seuls pays.

Pourtant, depuis 2015, ce chiffre augmenter de nouveau : 815 millions en 2017, 821 millions en 2019, 828 millions en 2021. Après avoir bondi de 8 % à 9,3 % de la population mondiale entre 2019 et 2020, la sous-alimentation a poursuivi sa hausse en 2021. Désormais, 9,8 % de la population mondiale est touchée, soit près d'une personne sur dix.

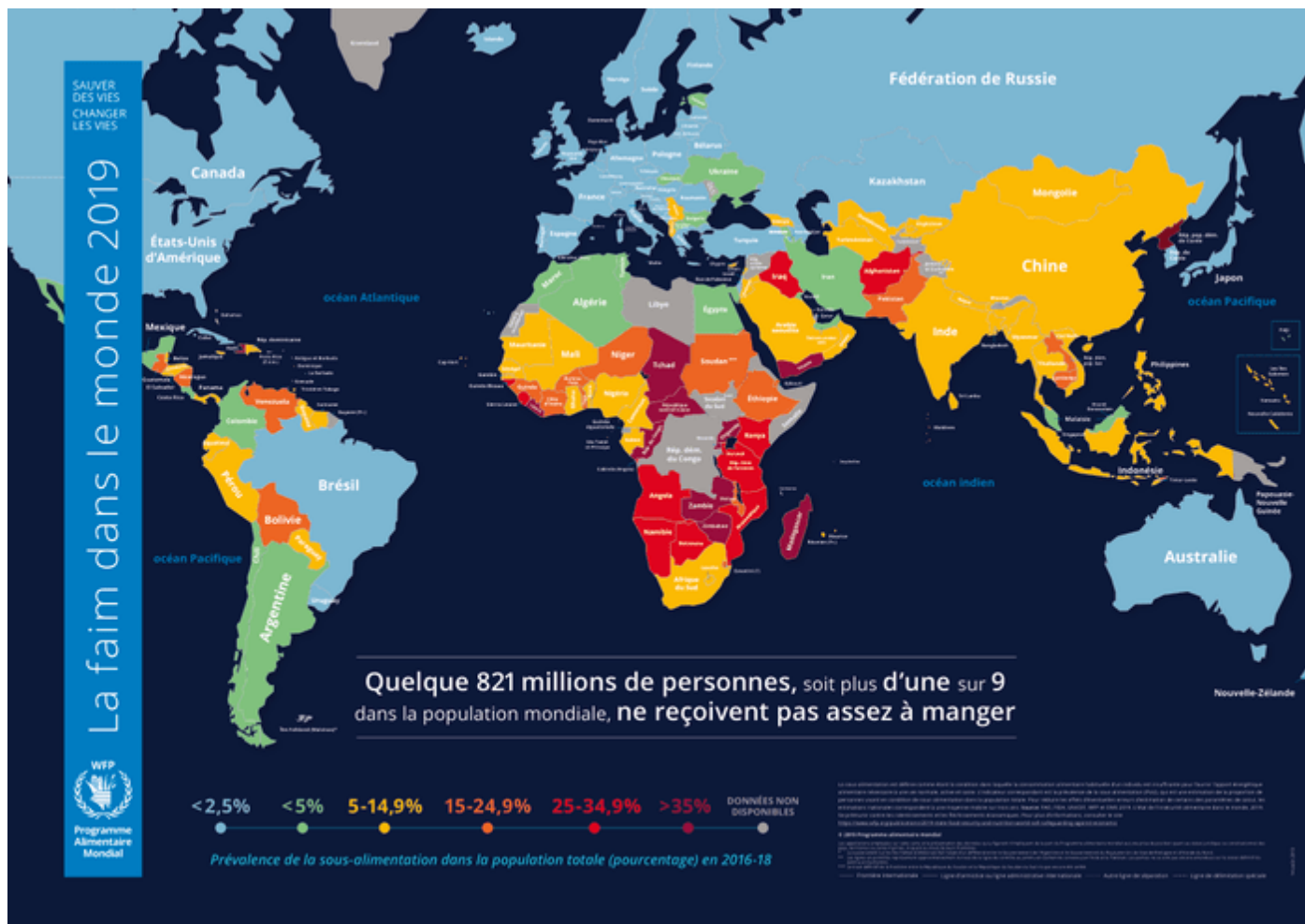
En 2021, selon le dernier rapport de l'ONU sur l'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, quelque 2,3 milliards de personnes (29,3% de la population mondiale) étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, soit 350 millions de personnes de plus qu'avant la pandémie de covid-19. Près de 924 millions de personnes (11,7% de la population mondiale) étaient confrontées à une insécurité alimentaire grave, soit une augmentation de 207 millions de personnes en deux ans.

En 2020, près de 3,1 milliards de personnes ne pouvaient pas se permettre une alimentation saine. Ce chiffre supérieur de 112 millions à celui de 2019 s'explique par l'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires

provoquée par les répercussions économiques de la pandémie de covid-19 et des mesures mises en place pour l'endiguer.

On estime que 45 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'émaciation, la forme la plus mortelle de malnutrition, qui peut multiplier par 12 le risque de décès chez les enfants. En outre, 149 millions d'enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance et de développement en raison d'un manque chronique de nutriments essentiels dans leur alimentation, et 39 millions étaient en surpoids.

En 2030, on s'attend à ce que près de 670 millions de personnes (8% de la population mondiale) souffrent toujours de la faim, même en cas de redressement économique mondial.



Source : <https://reliefweb.int/map/world/la-faim-dans-le-monde-2019>

La surnutrition (et l'obésité) sont aussi le signe d'un déséquilibre de la situation alimentaire mondiale. 2,2 milliards de personnes souffrent aujourd'hui de surpoids, soit 30% de la population mondiale. Parmi eux, 650 millions obèses. Les pays les plus touchés en valeur absolue sont les Etats-Unis avec 80 millions d'obèses, soit 20% de leur population, et la Chine (57 millions, 5% de la population). On constate également que les pays émergents sont de plus en plus touchés par le phénomène des excès alimentaires et par la sédentarité. L'uniformisation des régimes alimentaires doit ici être mise en cause. On parle d'ailleurs de transition alimentaire pour désigner ce passage constaté partout, mais à des rythmes différents, et avec des exceptions liées aux traditions religieuses, d'une alim fondée surtout sur des calories d'origine végétale (céréales et féculents) à une alim surtout carnée provenant d'une nourriture industrielle plus riche en sucres et graisses. Cela a deux conséquences majeures : une recrudescence de certaines pathologies (maladies cardiovasculaires et diabète) mais renforce aussi la tension sur les ressources. L'obésité dans certains espaces, comme aux îles Tonga, est liée à l'insertion du pays dans la mondialisation et à l'afflux de produits occidentaux ultra-transformés, très riches en graisses et en sucres.

Pays	Obésité - Taux de prévalence chez les adultes (%)	Année
Nauru	61	2016
Belau	55	2016
Tuvalu	52	2016
Tonga	48	2016
Samoa	47	2016
Kiribati	46	2016
Koweït	38	2016
États-Unis	36	2016
Jordanie	36	2016
Arabie saoudite	35	2016
Qatar	35	2016
Libye	33	2016
Turquie	32	2016
Liban	32	2016
Égypte	32	2016
Émirats arabes unis	32	2016
Bahamas	32	2016
Nouvelle-Zélande	31	2016
Iraq	30	2016
Iles Fidji	30	2016

Source : <https://www.indexmundi.com/map/?v=2228&l=fr>

B. Des facteurs structurels.

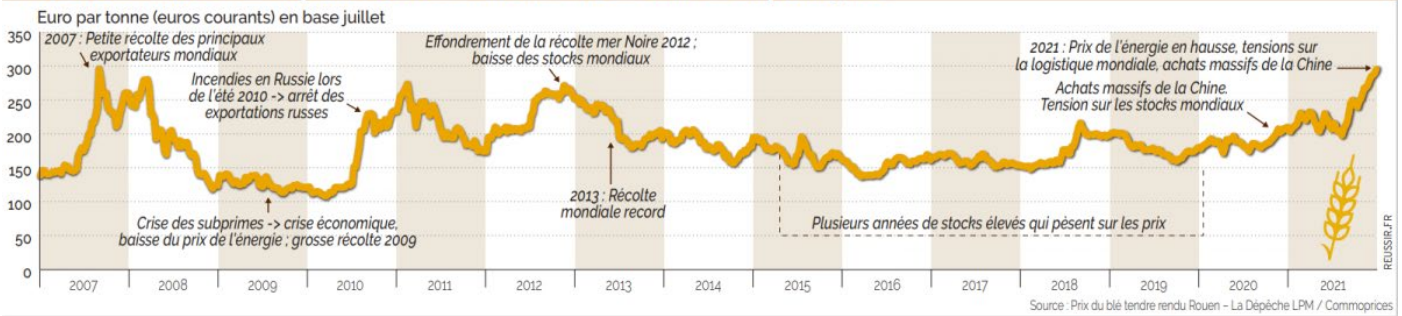
On le voit dans les crises alimentaires les plus récentes, comme l'affirme Jean Ziegler dans son ouvrage *Destruction massive, géopolitique de la faim*.

La crise alimentaire de 2008-2009.

Entre février 2007 et février 2008, l'indice FAO des prix des produits alimentaires est passé de 139 à 219, les plus fortes augmentations concernant les céréales (prix passé de 152 à 281). Les origines de la crise sont multiples. Parmi les causes structurelles, on peut citer la consommation croissante de viandes et de laitage notamment dans les pays émergents, la dégradation (désertification et épuisement des sols) et le recul des sols arables (la Chine a perdu 1 million d'ha de terres arables à cause de l'urbanisation entre 2005 et 2008), l'augmentation du prix du pétrole et la baisse des prix agricoles (qui a fait diminuer l'investissement en matière d'agriculture). Parmi les causes conjoncturelles, on peut avancer le développement des agrocarburants, la crise financière qui a vu les matières premières agricoles devenir des valeurs refuges, la baisse des stocks, des phénomènes climatiques (sécheresses en Roumanie, en Somalie, au Ghana ; inondations en Equateur, Bolivie, Sri Lanka ; hiver rude au sud de la Chine, en Argentine). Les conséquences de la crise ont été importantes : des émeutes ont éclaté dans de nombreux pays d'Afrique (Burkina Faso, Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Egypte), d'Asie (Bangladesh, Pakistan) ou d'Amérique (Mexique, Bolivie). C'est l'abondance de la récolte de 2008 qui a finalement mis fin à la crise mais en 2010 la situation a été sensiblement similaire.

La crise alimentaire de 2011 et ses conséquences.

Prix du blé tendre : les explications des hausses et des baisses depuis 15 ans



Si traditionnellement, la hausse du prix des matières premières était liée aux conditions météorologiques, elle est de plus en plus le résultat de tendances lourdes. Du côté de la demande, on retrouve l'accroissement de la population, l'augmentation du niveau de vie dans de nombreux pays et les carburants élaborés à partir de céréales. Du côté de l'offre, sont en cause l'érosion des sols, l'épuisement des aquifères, l'utilisation non agricole des terres cultivables, le détournement des eaux d'irrigation vers les villes, la stagnation du rendement des cultures dans les pays disposant d'une agriculture développée, ainsi que le changement climatique (récoltes desséchées par des vagues de chaleur, fonte des glaciers et des calottes glacières).

On peut s'attarder notamment sur le problème des agrocarburants. Sur les 416 millions de tonnes de céréales récoltées en 2009 aux Etats-Unis, 119 millions ont servi à la fabrication d'éthanol soit assez de céréales pour nourrir 350 millions de personnes pendant un an. Les investissements massifs des Etats-Unis dans les distilleries d'éthanol commencent donc à provoquer une concurrence directe entre hommes et véhicules pour l'accès aux récoltes de la planète. En conséquence, la consommation de céréales a doublé, passant de 21 millions de tonnes par an pour la période 1990-2005 à 41 millions pour les années 2005-2010.

Les terres cultivables perdent également de plus en plus leur couche arable plus vite qu'elles ne peuvent la reconstituer, d'où une perte de productivité. Deux énormes déserts de poussières sont ainsi en train d'apparaître, l'un dans le nord-ouest de la Chine, la Mongolie occidentale et l'Asie centrale ; l'autre en Afrique centrale.

La surface des zones irriguées tend également à diminuer au Moyen-Orient, notamment en Arabie Saoudite, en Syrie, en Irak et peut-être au Yémen. L'autosuffisance en blé de l'Arabie Saoudite dépendait entièrement d'un aquifère fossile, aujourd'hui épuisé ; la production nationale est alors en chute libre. La production de blé a baissé de plus de deux tiers de 2007 à 2010. Les rendements ont également cessé de progresser en Europe.

Une des conséquences en a été les printemps arabes qui ont entraîné de forts bouleversements politiques.

C. Ces facteurs sont aggravés par des facteurs conjoncturels.

Les périodes de guerre.

Les guerres entraînent des ruptures d'approvisionnement importantes. Dans l'histoire d'ailleurs, le siège a pour but d'affamer les habitants des villes pour qu'ils puissent de se rendre. Pendant la Commune de Paris en 1871, le siège prussien est difficilement tenable pour les Parisiens, surtout lors de l'hiver très rude 1870-1871. Victor Hugo relate notamment dans *Choses vues* : « Ce n'est même plus du cheval que nous mangeons. C'est peut-être du chien ? C'est peut-être du rat ? Je commence à avoir des maux d'estomac. Nous mangeons de l'inconnu. » Les animaux des zoos (dont la ménagerie du jardin des plantes sont abattus).

Lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, l'Etat organise le rationnement de la population. En 1939-1945, la population française, dont le territoire est occupé par l'Allemagne, subit les longues files d'attente et les pénuries. On se nourrit soit au marché noir, en ville, en utilisant « le chemin des haricots » c'est-à-dire en allant visiter de la famille à la campagne, en faisant pousser des légumes (topinambours et rutabagas surtout) dans les jardinières sur les balcons ou en faisant du troc.

En termes de stratégie, l'Allemagne, pendant la première Guerre mondiale, tente d'ailleurs de briser le blocus maritime organisé par le Royaume-Uni en utilisant ses sous-marins. Cela n'aboutira finalement, en 1917, qu'à l'entrée en guerre des Etats-Unis après le naufrage du Lusitania.

En URSS, les sièges de Léninegrad et de Stalingrad furent particulièrement terribles et l'essentiel de la population est mort de faim ou de maladie.

Il en va de même avec la guerre en Ukraine. En un an, entre mars 2021 et mars 2022, les prix de l'alimentation ont augmenté de 30% et cette hausse est essentiellement due à la guerre en Ukraine. Or, la Russie et l'Ukraine sont de gros exportateurs de produits agricoles : l'Ukraine participe à hauteur de 13% au commerce mondial du maïs, 10% pour le colza, 11% pour l'orge, 9% pour le blé et 36% pour l'huile et les graines de tournesol. La Russie, quant à elle, représente 12% du commerce mondial d'orge, 18% du blé et 17% des huiles et graines de tournesol. A eux deux, ces pays représentent donc 27% du commerce mondial de blé. Or, les bateaux ukrainiens ne peuvent plus sortir des ports de la mer Noire principalement à cause des mines qui y sont disséminées et des blocages de la Russie. Les exportations en train restent minces car l'écartement des rails entre l'Ukraine et les pays européens est différent. Parallèlement, la Russie est frappée par des sanctions internationales qui restreignent son accès au marché mondial. De plus, la production agricole de 2022 va diminuer. La guerre a limité la production : on estime qu'en Ukraine, 1/3 des superficies agricoles n'a pas pu être ensemencé. Surtout, la Russie est un gros fournisseur d'engrais et les restrictions sur son commerce font que ces produits sont plus rares. Pourtant, cela fait deux ans que le prix des produits alimentaires était à la hausse. En cause, d'abord un été 2021 particulièrement chaud en Europe qui a limité les productions. Ensuite, la sortie du confinement de la Chine a entraîné une augmentation des importations. Enfin, la situation est très liée au prix de l'énergie. La reprise de l'économie mondiale post-Covid a fait grimper le prix du pétrole. Or, le pétrole joue un rôle capital dans la production et le transport de la nourriture. De même, le gaz sert à fabriquer des engrais. Comme son prix a augmenté, celui des engrais également. 36 pays sont particulièrement à risque car ils importent plus de 50% de leur blé d'Ukraine et de Russie. C'est notamment le cas de l'Egypte, du Soudan, de la Libye, de Madagascar, de Namibie... En Egypte, 80% du blé provient d'Ukraine et de Russie. L'augmentation des prix est aujourd'hui similaire à celle de 2011 qui avait provoqué une révolution et le départ de Moubarak. Le Liban est également très dépendant des fluctuations des prix, suite à l'explosion du port de Beyrouth en 2020 qui a détruit les espaces de stockage. Enfin, le Yémen, pays en guerre, est très dépendant de l'aide alimentaire. On estime aujourd'hui qu'un 1,7 milliard de personnes sont en danger à cause de cette crise. Pour les experts, il faut s'attendre à des perturbations jusqu'en 2023.

Les périodes de troubles sanitaires et politiques.

En période de trouble politique, le réflexe de la population est souvent de constituer des réserves, ce qui aggrave les pénuries. Cela fut ponctuellement le cas en 2005 lors des grèves des routiers en France ou au début du premier confinement.

La crise alimentaire au Sri Lanka, après la crise du coronavirus, est aussi une illustration de problèmes alimentaires en lien avec un événement politique et sanitaire. Le 31 août 2021, le Sri Lanka, par la voix de son ancien président Gotabaya Rajapaksa (en fuite depuis juillet 2022 à Singapour), s'est déclaré en état d'urgence alimentaire. Le gouvernement a notamment alourdi les sanctions contre les stocks de denrées alimentaires, alors que de longues files d'attente se forment devant les magasins. Cette mesure fait suite à la forte hausse des prix du sucre, du riz, des oignons et des pommes de terre dans ce pays de 21 millions d'habitants qui souffre aussi de pénuries de lait en poudre. Pour certains, cela est dû à la volonté de l'ancien président de passer brutalement à l'agriculture 100% bio. En avril 2021, il avait en effet annoncé l'interdiction totale d'importer des engrais chimiques et des produits phytosanitaires. Certes cette mesure n'a pas fait l'objet d'un accompagnement de la part du gouvernement et il faut normalement au moins 5 ans pour passer des engrais chimiques au bio. Mais ce n'est pas la seule cause à la crise alimentaire. Ces facteurs se surajoutent aux conséquences de la crise covid, à une forte dépendance alimentaire vis-à-vis des importations étrangères et à la pénurie mondiale actuelle.

III. Une situation alimentaire mondiale qui offre des perspectives inégales.

A. Des tensions persistantes qui risquent de s'aggraver en lien avec une situation alimentaire dégradée

Des tensions pour les ressources halieutiques

Les ressources halieutiques sont les ressources vivantes aquatiques, le plus souvent issues de la pêche. La plupart d'entre elles se trouvent près de la surface et proches des côtes. D'autres espèces, comme le thon, évoluent plus au large. Ces ressources sont variées. Si la pêche artisanale demeure, les techniques sont devenues majoritairement industrielles pour accroître les rendements. Le nombre de poissons pêchés a ne cesse d'augmenter : près de 108 millions de tonnes de poissons et de crustacés sont pêchées ou élevés chaque année dans le monde (20 millions de tonnes seulement en 1950). À l'échelle mondiale, cette pêche assure à plus de 1,5 milliards de personnes 20% de leur apport moyen en protéines animales. Le quart de l'humanité dépend directement des produits de la mer pour son alimentation. Les principales zones de pêche sont concentrées dans le Pacifique et l'Atlantique Nord (au large de la côte ouest de l'Amérique et au nord-ouest de l'Europe). Les ressources halieutiques représentent donc un autre enjeu majeur, malgré la mise en œuvre de solutions alternatives, comme l'aquaculture (élevage commercial d'espèces aquatiques) qui se développe aussi près des littoraux.

Cela occasionne des tensions. C'est le cas de la " guerre de l'anchois " entre les pêcheurs français et espagnols dans le golfe de Gascogne ou de la "guerre du turbot " entre le Canada et l'Espagne près de Terre-Neuve.

Il existe aussi des tensions à propos de bateaux de pêche chinois qui outrepassent régulièrement, accompagnés d'escortes militaires, les ZEE d'autres pays. C'est notamment le cas en Amérique latine.

Le landgrabbing et l'oceangrabbing.

Ce phénomène d'acquisition ou de jouissance des terres « disponibles » à des fins principalement agricoles n'est pas nouveau, notamment dans les pays du Sud. Au début du 20^es, la United Fruit Company, une société américaine, possédait ainsi près de 25% des terres cultivables au Honduras. Mais le phénomène prend aujourd'hui une ampleur considérable, surtout depuis la crise alimentaire de 2008. Les acteurs se sont également diversifiés puisque de nombreux Etat participent à cet accaparement, même s'il est quasiment impossible de quantifier le phénomène.

50% des terres accaparées se situeraient en Afrique, 25% dans la zone Europe et Asie centrale, 20% dans la région Asie-Pacifique, 10% en Amérique latine. Les opérateurs, qu'il s'agisse d'Etats ou d'acteurs privés, se trouvent dans les pays qui manquent de ressources agricoles mais qui disposent de capitaux disponibles. C'est le cas au Japon, en Corée du Sud, en Arabie Saoudite, au Qatar, au Koweït, aux Emirats Arabes Unis ou en Chine par exemple. L'accaparement prend le plus souvent la forme de baux (entre 25 et 99 ans) mais aussi d'achats. Selon l'observatoire d'acquisition des terres, Landmatrix, 34 millions d'ha de terres auraient été accaparées (chiffre de 2013) et d'aucuns parlent de véritable phénomène d'enclosures à l'échelle mondiale, ce qui a pour conséquence une véritable dépossession des populations rurales notamment.

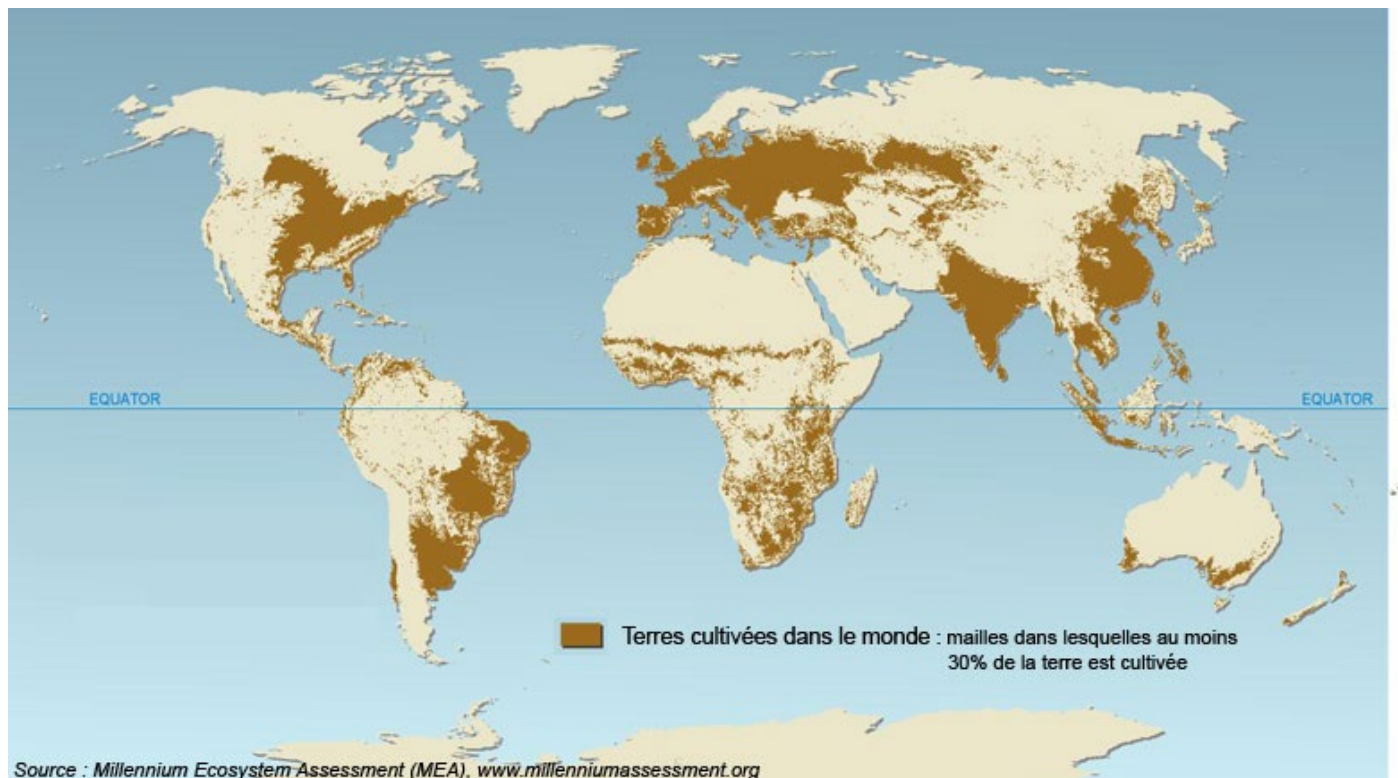
Les opérateurs de l'accaparement sont mus par des logiques différentes : répondre aux futurs besoins alimentaires de leur population mais aussi développement d'investissements et volonté de faire du profit en commercialisant des produits alimentaires destinés à l'exportation ou des agrocarburants.

De la même façon, on parle d'ocean grab ou de global ocean grabbing pour désigner le processus d'accaparement des mers et océans. Cela porte atteinte aux droits d'accès ainsi qu'aux modèles de production des personnes et des groupes qui dépendent de la pêche et des activités associées à la mer. Ce phénomène est essentiellement le fait de la pêche industrielle. Certains affirment même que l'extension de la taille des aires marines protégées participe de ce processus par l'intermédiaire de la science et de la protection de l'environnement.

Les tensions peuvent aussi être accrues dans le cadre des oppositions commerciales entre pays : subventions à l'agriculture par exemple des Etats-Unis et de l'Union européenne.

B. Des espoirs d'amélioration.

L'augmentation de la population mondiale, qui devrait atteindre 11 milliards de personnes entre 2050 et 2100, ne devrait pas poser a priori de problème. Il ne devrait pas y avoir de retour des famines naturelles. Il existe en effet des réserves conséquentes de terres cultivables : sur les 13 milliards d'ha de terres émergées, seul 1,5 milliard est dévolu à l'agriculture. Il existe donc des réserves malgré les 15 millions d'ha de terres perdues chaque année en raison de l'étalement urbain. De plus, des terres sont volontairement laissées en jachère, en Europe par exemple.



Source : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/articles/agricultures-sous-tension-terres-agricoles-en-extension-des-transactions-sans-frontieres>

De plus, en vertu de la loi de King, on s'efforce de limiter les quantités produites pour maintenir des prix rémunérateurs pour les producteurs. On sait par ailleurs qu'il est possible d'intensifier les productions, notamment dans les pays du Sud.

la loi de King : un marché des denrées alimentaires particulier.

En vertu de cette loi, un excès d'offre, même minime sur les marchés alimentaires, peut provoquer un effondrement des prix. En retour, un excès de demande, même minime, peut provoquer une envolée des prix. Les bonnes récoltes ne sont donc pas toujours souhaitables pour les producteurs car elles se traduisent par des prix bas alors que mauvaises récoltes génèrent de l'inflation par crainte de pénurie.

Cette loi montre que le marché des denrées alimentaires n'est pas un marché classique où la loi de l'offre et de la demande s'applique car les biens alimentaires sont vitaux et périssables. Cela favorise les spéculateurs qui n'hésitent pas à stocker des quantités importantes de nourriture dans l'espoir de générer des profits. Les pouvoirs publics comme l'UE instaurent des quotas pour limiter la production agricole et ainsi maintenir des prix rémunérateurs pour les agriculteurs.

La FAO distingue ainsi le seuil alimentaire physiologique, c'est-à-dire la quantité de nourriture nécessaire à la survie d'un être humain en bonne santé (2500 calories par personne et par jour) et le seuil alimentaire économique, c'est-à-

dire la quantité de nourriture disponible nécessaire pour que les prix ne s'emballent pas (2700 calories par personne et par jour).

Lutter contre la faim à différentes échelles.

La communauté internationale tente de prendre en charge le problème. En 2000, l'ONU avait défini 8 OMD à réaliser d'ici à 2015. L'axe numéro 1 était de réduire de moitié, entre 1990 et 2015 l'extrême pauvreté et la faim dans le monde. Parmi les ODD, adoptés en 2015, le numéro 2 affirme vouloir lutter contre la faim.

Pourtant, ces objectifs peinent à être réalisés. Amartya Sen s'interroge d'ailleurs : « La prévention des famines met en jeu des mesures si faciles que la véritable énigme tient à ce qu'elles continuent à sévir ». Pour l'auteur, l'instauration de régimes démocratiques serait le meilleur moyen d'éviter les famines. Chaque fois, en effet, qu'une population a été délibérément privée de nourriture au cours du XX^e siècle, le désastre fut précédé d'évolutions politiques aboutissant à donner les pleins pouvoirs à des régimes totalitaires ou à des dictatures de fait. Ces dirigeants n'ont pas rencontré beaucoup d'obstacles dans leur volonté de soumettre certains peuples et ils purent écraser les contestataires et les opposants en imposant un régime d'exception, voire de terreur.

Pour Sylvia Brunel, comme les famines sont politiques, il faut cesser d'encourager les régimes affameurs et ces derniers devraient être sanctionnés par la cour pénale internationale qui tarde à réagir. Elle estime également qu'« On ne résoudra pas la faim dans le monde avec des milliards de dollars » alors que le PAM réclamait 6 milliards de dollars à des milliardaires comme Elon Musk.

C. Des perspectives différenciées à l'échelle des Etats : des différences en matière de sécurité alimentaire

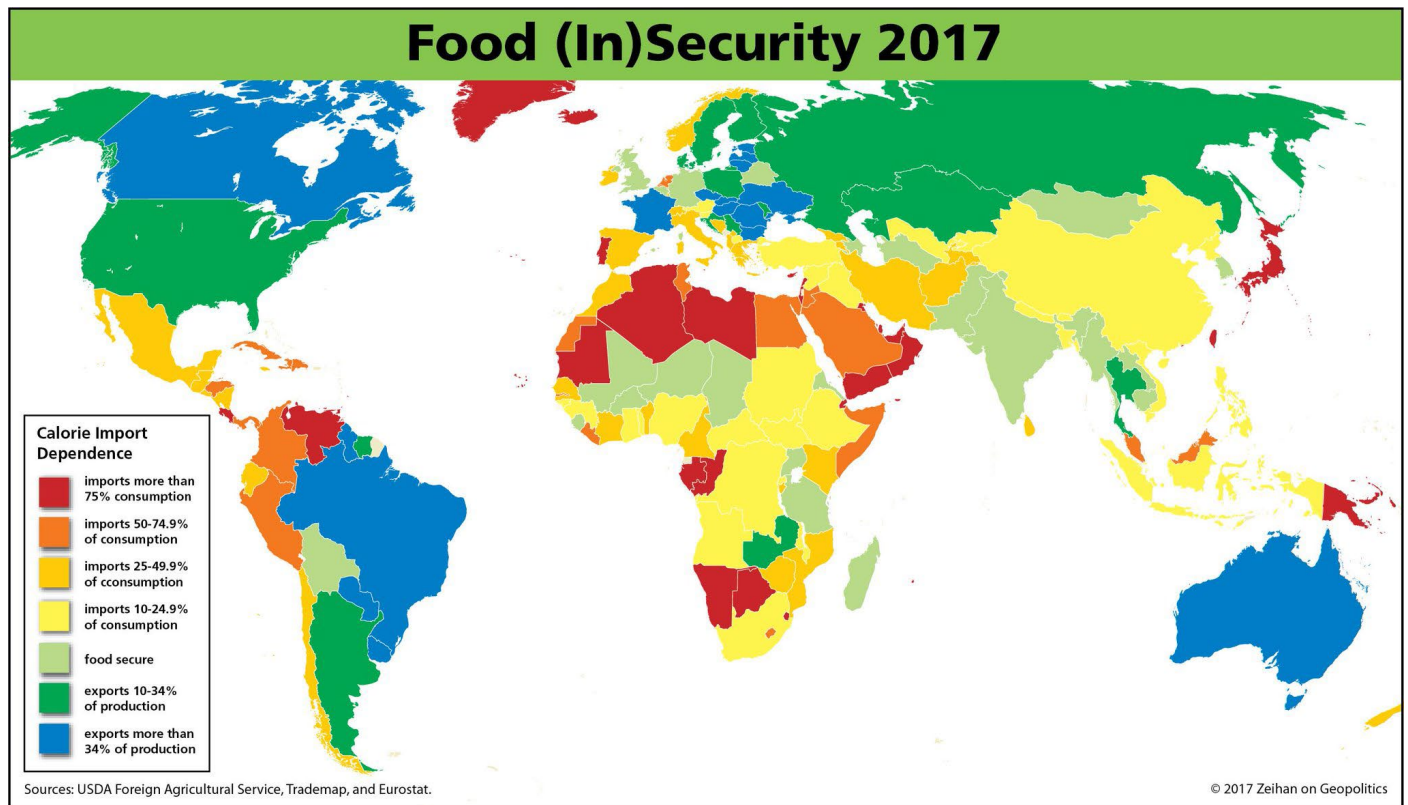
IL existe d'abord de fortes disparités entre les rendements des différentes agricultures du monde. En 2010, Hubert Cochet compare la corn belt des EU et la zone sahélienne. D'un côté, on trouve des agriculteurs très bien équipés, qui peuvent cultiver 450 ha de maïs ou de soja par actif avec des machines et l'utilisation d'OGM. Les rendements sont de l'ordre de 100 quintaux par ha pour le maïs. Un travailleur peut donc produire 22500 quintaux par an. A l'opposé, les conditions pédologiques et climatiques sont plutôt défavorables dans la zone sahélienne. Il n'y a pas vraiment de capacité d'innovation et la production est insuffisante. Au Nord du Burkina Faso, par exemple, les agriculteurs sont seulement équipés d'une houe et d'instruments de sarclage : ils ne peuvent pas mettre en culture plus de 0,6 ou 0,7 ha par actif. En conséquence, les rendements restent faibles et dépassent rarement les 3 quintaux /ha.

L'Afrique subsaharienne est ainsi particulièrement dépendante sur le plan alimentaire et la situation devrait s'aggraver d'ici à 2050. La population de la zone va en effet croître pour atteindre les 2 milliards d'habitants en 2050. Et la demande en produits agricoles va être multipliée par 2,6.

Certains espoirs existent. Il semble possible de doubler la productivité de la terre qui est très faible, comme cela a été fait en Asie ou en Europe. L'Afrique peut également compter sur la mise en culture de 51 millions d'hectares supplémentaires, selon la FAO. L'irrigation pourrait aussi être développée afin d'accroître les rendements. Il faudrait aussi pouvoir limiter les pertes agricoles. On estime que près de 15% de la production est perdue entre la récolte et la consommation. Sans oublier, ni minimiser, le gaspillage alimentaire qui n'épargne par le continent.

Mais de nombreux défis existent. En passant à plus de 2 milliards d'habitants, l'Afrique subsaharienne verra la pression sur la terre croître fortement. La surface agricole par actif agricole tomberait de 1,2 ha à environ 0,8 ha/actif agricole. A cela s'ajoute encore les risques liés au changement climatique. Selon le Groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), le phénomène « *aura très probablement un effet négatif sur les rendements de la majorité des céréales en Afrique avec une variabilité régionale très grande dans l'ampleur des réductions de ces rendements* ». Certaines simulations tendent à accréditer l'idée d'une baisse de 8% pour l'ensemble des cultures, liée soit à une diminution des rendements ou des surfaces. Pour l'Afrique de l'ouest, les auteurs évoquent des baisses de 25% pour le maïs, et le mil et jusqu'à 50% pour le sorgho. Autrement dit, loin de stagner, la dépendance alimentaire de l'Afrique pourrait se renforcer.

Les pays du proche et Moyen Orient connaissent aussi une forte dépendance alimentaire compte-tenu de leurs conditions naturelles. C'est le cas aussi de pays comme le Japon, la Paouasie Nouvelle-Guinée ou un territoire comme le Groenland.



Conclusion :

L'étude de la situation alimentaire mondiale reste donc complexe. Si la situation s'est globalement améliorée, force est de constater que de multiples facteurs, structurels et conjoncturels sont venus récemment aggraver les choses. Les perspectives sont inégales et surtout différenciées entre les pays.

IL semble néanmoins que, à différentes échelles, on ait pu prendre conscience du fait que les troubles alimentaires avaient parfois de graves conséquences et qu'il s'agit donc de tenter de résorber ces crises.

Si les questions alimentaires semblent sources de tensions, il en va de même pour l'eau aujourd'hui, une ressource renouvelable mais de plus en plus convoitée.